

Unité départementale d'Eure-et-Loir
Cité Administrative – 15 Place de la République –
28019 CHARTRES CEDEX

Chartres, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEMC

La Garenne du Frêne
28130 HANCHES

Références : 2591/RAPVI/CF/IC220062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2022 dans l'établissement SEMC implanté La Garenne du Frêne 28130 HANCHES. L'inspection a été annoncée le 03/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale pour une nouvelle carrière de sables à proximité immédiate de la carrière actuellement en exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMC
- La Garenne du Frêne 28130 HANCHES
- Code AIOT dans GUN : 0010002591
- Régime : A

Carrière de sables de 13,5 ha environ.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection précédente du 12/04/2018
- Conduite de l'extraction
- Autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article III.7.B.a	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières - surfaces	Arrêté Préfectoral du 28/02/2014, article 2	/	
Garanties financières - établissement	Code de l'environnement du 14/01/2022, article R.516-1	/	
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 1.2	/	
Registre déchets - mise à disposition	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11	/	
Admission déchets inertes - registre	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	
Garage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article 1.2.B	/	
Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article III.1.D	/	
Eau de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article III.1.C	/	
Remblayage - déchets autorisés	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 1.4	/	
Remblayage - déchets d'amiante ciment liés	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 1.4	/	
Admission déchets inertes - DAP	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	
Admission déchets inertes - acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	
Admission déchets inertes - contrôle	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a en particulier permis de constater l'absence mise à disposition de l'inspection des installations classées des registres chronologiques de traçabilité des admissions de déchets inertes mis en remblai, ainsi que l'absence de transmission en 2021 du plan d'exploitation et du bilan annuel des analyses d'autosurveillance.

De plus, la carrière ne dispose pas d'un document à jour attestant de la constitution des garanties financières alors qu'un dépassement des surfaces S1 et S2 est constaté. Le site ne fait néanmoins plus l'objet d'activités d'extraction mais uniquement de remblayage pour remise en état.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article III.7.B.a
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- les bords de la fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement des fronts,- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, /es volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des Installations Classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
Constats : Absence de transmission à l'inspection des installations classées du plan d'exploitation et du bilan d'exploitation correspondant à l'activité de 2020.
Observations : Un plan d'exploitation établi fin 2020 avec une évaluation des surfaces S1, S2 et S3 est néanmoins présent sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article 1.2.B
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 170 000 tonnes/ an avec une moyenne de 110 000 tonnes/an. Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site est de 90 000 m3/an.
Constats : Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site est inférieur à 90 000 m3 en 2020.
Observations : L'exploitant confirme qu'aucune extraction n'est effectuée dans la carrière depuis 2018 du fait d'une qualité insuffisante des matériaux. Il indique que le volume moyen de matériaux de remblaiement extérieur au site est de 87 000 m3 en 2020. Il estime que pour 2021, entre 85 et 90 000 m3 de remblais ont été admis (bilan en cours).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Garanties financières - surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surfaces
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée en 2 périodes quinquennales et une phase triennale. À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Période 4 (2018-2022) S1 = 1,15 ha S2 = 2,84 ha S3 = 0,54 ha Total : 139 091,57 €
Constats : Dépassement surfaces S1 et S2
Observations : Le plan d'exploitation visible sur site et établi fin 2020 évalue les surfaces retenues pour l'établissement des garanties financières : S1 = 1 ha 86 a S2 = 3 ha 60 a S3 = 0 ha 34 a Il est donc constaté un dépassement des surfaces S1 (+ 0,71 ha) et S2 (+ 0,76 ha). Néanmoins, il n'est procédé depuis 2018 qu'à des opérations de remblaiement et l'exploitant indique avoir procédé en 2021 à des opérations de remise en état avec couverture de terre végétale. Lors de la visite d'inspection précédente réalisée en 2018, un dépassement de la surface S3 avait été constaté (NC2*), ce qui n'est plus le cas fin 2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Garanties financières - établissement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2022, article R.516-1
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation
Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 2° Les carrières ;
Constats : Absence de renouvellement des garanties financières après le 01/01/2022.
Observations : L'exploitant présente lors de la visite un document attestant de la constitution de garanties financières par la société QGE, établies le 01/01/2019 pour une durée de 36 mois, soit valables jusqu'au 01/01/2022. Il indique que le renouvellement des garanties financières est en cours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance. À cette fin, préalablement au premier apport de remblais, au moins 3 piézomètres seront mis en place, y compris au moins un en amont. Des prélèvements seront réalisés a minima tous les semestres, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions. Les analyses porteront sur : <ul style="list-style-type: none">- pH, température, conductivité, (mesure mensuelle in situ), demande chimique en oxygène (DCO) (mesure mensuelle),- matières en suspension (MEST),- Carbone Organique Total (COT),- Sulfates,- Métaux lourds,- Hydrocarbures totaux, Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.
Constats : Augmentation de la concentration en sulfates dans les eaux souterraines entre l'amont et l'aval hydraulique de la carrière.
Observations : L'exploitant présente les rapports d'analyses semestrielles réalisées sur les 3 piézomètres de la carrière (PZ1 amont, PZ2 et PZ3 aval). L'ensemble des paramètres prescrits ont été analysés. Il n'est pas constaté de différences notables entre l'amont et l'aval hydraulique lors des deux prélèvements des eaux souterraines, hormis pour le paramètre sulfates : <ul style="list-style-type: none">- Prélèvements du 10/05/2021 : PZ1 : 45 mg/l PZ2 : 150 mg/l PZ3 : 230 mg/l- Prélèvements du 08/11/2021 : PZ1 : 47 mg/l PZ2 : 180 mg/l PZ3 : 220 mg/l Il conviendrait qu'une étude de la situation soit effectuée, notamment au regard des données de surveillance de la qualité des eaux souterraines des années précédentes et qu'une évaluation des impacts éventuels sur le milieu, en particulier les captages d'AEP, soit réalisée. Le cas échéant, indiquer les mesures techniques et organisationnelles mises en place en conséquence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article III.1.D
Thème(s) : Risques chroniques, Paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.
Constats : Une haie arborée est présente le long de la D28 et permet une diminution significative de la visibilité de la carrière le long de cette voie.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Eau de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2005, article III.1.C
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du Titre 1 ^{er} , Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone. Ce réseau de dérivation sera raccordé à un bassin de rétention de 900 m3 de volume utile, raccordé en surverse au drainage existant.
Constats : Présence un réseau de dérivation des eaux de ruissellement.
Observations : La présence du bassin de rétention et d'infiltration, rempli, ainsi que d'une partie du réseau de dérivation des eaux de ruissellement, a été constatée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remblayage - déchets autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Seuls des matériaux inertes pourront être utilisés pour le remblayage (stériles d'exploitation, matériaux de terrassement et matériaux de démolition préalablement triés). Un panneau situé à l'entrée du site précise les déchets non admissibles.
Constats : Il n'a pas été constaté la présence de déchets indésirables dans les remblais.
Observations : Un panneau à l'entrée de l'installation signale la nature des déchets admissibles et des déchets interdits pour le remblayage. Une benne de tri, présente sur la zone de remblai, contient des déchets indésirables (notamment dus à des dépôts sauvages, d'après l'exploitant). Les remblais visualisés le jour de la visite dans la zone en cours de remblayage sont constitués de terres et cailloux. Il n'a pas été constaté la présence de déchets indésirables.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre déchets - mise à disposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les registres visés au présent arrêté sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.
Constats : Absence de registre des déchets entrants et sortants sur le site.
Observations : L'exploitant indique que l'opérateur établit un bon d'acceptation sur papier. Celui-ci est transmis au siège qui le saisit pour compléter le registre et effectuer la facturation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Remblayage - déchets d'amiante ciment liés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Registre d'admission et de refus et plan topographique de localisation des remblais : Ce plan et ce registre doivent permettre d'identifier entre autres les parcelles ou alvéoles spécifiques de déchets d'amiante lié aux matériaux inertes. L'exploitant tiendra également à jour un document recensant les caractéristiques des alvéoles : destination, coordonnées Lambert, cotes nGF d'altimétrie du fond et de la couverture, caractéristique, épaisseur et cote de la couche protectrice de fond et de la couverture. Les alvéoles de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont repérées topographiquement sur le site. Un contrôle du chargement devra être effectué avant tout déversement sur le lieu de remblayage. Les matériaux extérieurs au site seront bennés sur aire de réception, sauf pour les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes qui sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tels qu'un chariot élévateur, qui permettra de contrôler visuellement la nature des matériaux. Le remblayage se fera par stockage séparé des matériaux de remblai dans des alvéoles mono spécifiques. Le stockage d'amiante ciment lié à des matériaux inertes en remblai de l'excavation, en sus des prescriptions ci- avant énoncées et celles de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2005 susvisé, devra respecter les dispositions suivantes : - la protection des salariés doit être assurée, sans préjudice du respect des textes relatifs à la protection des travailleurs vis-à-vis des risques liés à l'inhalation d'amiante ; - Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés dans les alvéoles avec leur conditionnement ; - Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grand récipient pour vrac (GRV)..) permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié aux matériaux inertes durant sa manutention vers l'alvéole et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n°88-466 du 28 avril 1988, modifié, relatif aux produits contenant de l'amiante, est bien présent ; - L'exploitant organise le déchargement, la manipulation et le stockage des déchets de manière à limiter les envois de poussières (les déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souple, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tels qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de bennage des déchets sont interdites) ; - Les opérations de tassement ou de compactage nécessaires à la stabilité du site ne sont pas effectuées directement sur les déchets déposés dans les alvéoles. Elles sont effectuées après recouvrement des déchets d'une couche de sable argileux jouant le rôle de couche intermédiaire et de confinement, présentant une épaisseur ou le cas échéant une résistance suffisante.
Constats : Prescriptions non applicables en l'absence d'admission de déchets d'amiante-ciment lié.
Observations : L'exploitant indique qu'aucun déchets d'amiante-ciment lié n'a été reçu sur le site et que ce n'est pas envisagé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Admission déchets inertes - DAP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
Constats : Présence d'un registre de documents d'acceptation préalable.
Observations : L'exploitant présente un registre de documents d'acceptation préalable (DAP) en cours. Les informations requises sont présentes. L'exploitant indique que les DAP sont établies au niveau du siège de la société puis transmises par voie électronique (smartphone) au personnel exploitant le site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Admission déchets inertes - acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Établissement de bons d'acceptation des déchets
Observations : Les bons d'acceptation comportent les éléments suivants : client, date, chantier, transporteur, nature des déchets
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Admission déchets inertes - contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Présence d'une procédure d'admission des déchets en remblai.
Observations : Un membre du personnel, conducteur d'engin, est interrogé afin de décrire la procédure suivie pour l'admission des déchets en remblai : <ul style="list-style-type: none">- Le chauffeur rédige le bon d'acceptation (pour éviter les contacts du fait du COVID) et le met dans boîte.- la zone de déchargement est indiquée par le personnel- un 1er contrôle visuel du contenu du camion est effectué du haut de l'engin- un 2nd contrôle visuel est effectué lors du déchargement devant le bull- en cas de refus, les déchets sont rechargés et un bon de refus est établi. Il indique que cela arrive mais rarement car le site ne compte que 4 ou 5 clients principaux. Au moment de la visite de la zone de remblai, aucun camion n'effectuait de déchargement. La mise en œuvre effective de la procédure n'a donc pas pu être contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Admission déchets inertes - registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence de registre d'admission des déchets inertes sur le site, et de traçabilité du résultat du contrôle visuel.
Observations : L'exploitant indique que la procédure d'admission ne prévoit pas une traçabilité écrite du résultat des contrôles visuels.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Garage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : La dalle béton destinée au garage et au ravitaillement d'un engin sur chenilles n'est pas entourée par un caniveau, ni reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Observations : Le garage hors heures ouvrées, le ravitaillement et l'entretien des engins sur roues ne sont pas effectués sur le site de la carrière d'après l'exploitant. Un engin sur chenilles reste néanmoins constamment sur le site et est garé sur une dalle béton étanche située à proximité de l'entrée de la carrière. Cette dalle n'est pas entourée par un caniveau, ni reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, lesquels s'écoulent directement sur le sol.
Type de suites proposées : Susceptible de suites